

GÉOPOLITIQUE

« Désordre contrôlé » avec des risques d'accidents

Le contexte de risque géopolitique élevé persistera en 2026. Cette situation est le résultat de plusieurs mégatendances qui se poursuivent, notamment : la transition vers la multipolarité, la guerre économique, la concurrence entre les États-Unis et la Chine, ainsi que la course aux armements et à la technologie qui fait rage. La guerre en Ukraine et les tensions au Moyen-Orient sont des facteurs supplémentaires. Le risque géopolitique restant élevé, la probabilité de surprises à la baisse et de recrudescence des tensions augmente également. Toutefois, la géopolitique définit également des tendances porteuses d'opportunités. Si l'incertitude prévaut, la géopolitique en 2026 sera source de bonnes et de mauvaises surprises pour les investisseurs.

De la « grande diversification » au « désordre contrôlé »

Au cours de l'année écoulée, les efforts de diversification déployés par les gouvernements, les banques centrales et les investisseurs ont entraîné l'affaiblissement du dollar américain, le rebond des cours de l'or et l'émergence de nouveaux accords commerciaux et de sécurité. Alors que les gouvernements cherchent à mettre de l'ordre dans un monde factice, des accords bilatéraux et multilatéraux plus tactiques sont probables, garantissant la poursuite des flux commerciaux et d'investissement.

Le phénomène de « désordre contrôlé » qui émerge est une conséquence du nouvel ordre mondial multipolaire. De nouvelles alliances permettent d'échapper aux frictions économiques en modifiant les itinéraires, mais elles ajoutent également du risque, car les pays peuvent se retrouver dans des situations d'affrontement. La multiplication des alliances accroît la méfiance, incitant les pays à se protéger et à se réarmer.

Davantage de protectionnisme, de contrôles des exportations et de sanctions sont probables à mesure que les pays protègent leurs intérêts et exercent des pressions sur leurs rivaux. **Les États-Unis continueront d'utiliser les droits de douane comme outil pour divers objectifs, tandis que la Chine renforcera son contrôle des terres rares et d'autres points sensibles.** D'autres pays mettent en place des mesures visant à protéger leur industrie (p. ex., les récentes taxes sur l'acier américain).

L'environnement mondial plus hostile oblige les gouvernements à réduire les dépendances trop importantes. Les pays disposant de ressources dont d'autres dépendent (alimentation, énergie, terres rares) seront en position de force. Les efforts visant à réduire l'exposition aux terres rares chinoises vont s'accélérer ; les nouveaux accords entre les États-Unis, l'Australie et le Japon en sont des exemples. Il faudra toutefois des années pour parvenir à une plus grande autosuffisance.

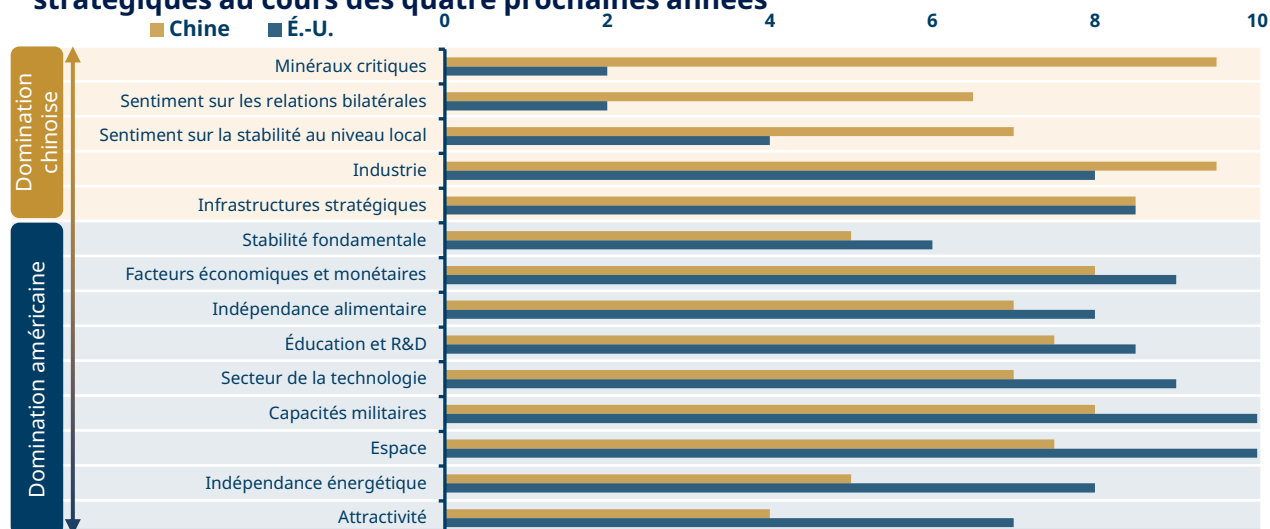
Les interrogations quant à l'exceptionnalisme américain persisteront à mesure que l'incertitude politique et le « recul démocratique » s'intensifieront en amont des élections de mi-mandat. Cette incertitude et les niveaux d'endettement élevés vont contraster avec les dépenses en cours dans l'IA et la déréglementation.

La politique étrangère américaine va rester volatile, marquée par les convictions de Donald Trump, les intérêts commerciaux et les priorités stratégiques américaines. Par exemple, Donald Trump se montre soucieux de l'influence des États-Unis en Amérique latine. Après avoir été négligée par les administrations américaines précédentes, ce qui a permis à la Chine de faire des percées économiques et diplomatiques, l'implication des États-Unis en Amérique latine va probablement s'intensifier à l'occasion de la tenue d'élections importantes sur le continent (notamment au Brésil).

Les États-Unis et la Chine ont pris conscience de leurs dépendances mutuelles en 2025. Les États-Unis comprennent désormais qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose sans les terres rares chinoises, tandis que la performance économique et le contrat social de la Chine (contrôle politique en échange de la prospérité) dépendent du commerce mondial. La détérioration des relations entre les États-Unis et la Chine sera donc limitée en 2026. Des opérations tactiques restent possibles, mais un changement important dans la relation est peu probable.

La « Grande rivalité entre puissances » continuera d'alimenter les investissements dans la course à l'IA — une itération contemporaine de la course à la technologie et à l'espace observée pendant la guerre froide. Le contrôle de l'IA, de l'informatique quantique et des puces haut de gamme est considéré par les États-Unis et la Chine comme essentiel pour s'assurer le statut de superpuissance. Investir dans l'IA est donc une question de puissance et de survie. **La course à l'IA devrait également redessiner et renforcer les alliances géopolitiques à mesure que l'accès à l'énergie devient critique.** Les récents accords d'IA entre les États-Unis, le Royaume-Uni et le Golfe pour héberger des centres de données en sont des exemples.

La Chine consolidera son avance sur les États-Unis dans certains domaines stratégiques au cours des quatre prochaines années



Source : Amundi Investment Institute, novembre 2025. Le graphique présente l'évaluation géopolitique quantitative/qualitative sur une échelle de 1 à 10 du positionnement des États-Unis et de la Chine dans différents domaines stratégiques clés.

Les interrogations sur le statut politique de Taïwan vont s'intensifier à mesure que les États-Unis réduiront leur dissuasion militaire et leur soutien à Taïwan et que la Chine renforcera son influence et sa puissance géopolitique. La confiance renouvelée de la Chine sur la scène mondiale continuera de la rendre moins susceptible de se plier aux exigences américaines. Elle continuera de se positionner comme « l'adulte dans la pièce » alors que les États-Unis continuent de faire preuve d'inconstance. Elle incitera les pays à se joindre aux initiatives menées par la Chine, tout en se préparant à la concurrence avec les États-Unis. Le parti a récemment réaffirmé l'engagement du pays à développer un système industriel moderne, ce qui lui confère un avantage décisif par rapport à la base industrielle américaine qui est en difficulté.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine va probablement entraîner une intensification de la guerre hybride en Europe. La Russie veut éroder le moral et le soutien à l'Ukraine. À l'inverse, les pays européens de l'OTAN devront renforcer leurs capacités de dissuasion, ce qui augmentera la probabilité qu'ils abattent des objets russes dans l'espace aérien européen, avec à la clé une hausse du risque d'escalade. Ce risque devrait également augmenter si les États-Unis décident de donner à l'Ukraine la capacité de frapper plus profondément le territoire russe. Nous n'anticipons pas de fin de la guerre dans les prochains mois. Les objectifs des différentes parties ne se chevauchent pas. **La Russie croit que le temps est de son côté et cherche à démilitariser l'Ukraine, tandis que pour l'Ukraine et l'Europe, une Ukraine lourdement armée est essentielle.** Les États-Unis n'ont pas les moyens de mettre fin à la guerre sans imposer des contraintes économiques à la Russie. Il est cependant peu probable que les récentes sanctions américaines parviennent à accroître suffisamment la pression économique. Elles pourraient, en revanche, mettre la pression sur l'économie russe à moyen terme, obligeant Vladimir Poutine à être plus ouvert à faire des concessions.

Malgré les nombreux risques auxquels l'Europe est confrontée, certains signes positifs sont perceptibles. Les dirigeants européens ont réussi à convaincre Donald Trump de s'aligner sur les intérêts de sécurité européens. **L'UE a également réalisé d'importants progrès dans la diversification de ses relations commerciales, tandis que des investissements dans la défense sont en cours.** Ce contexte difficile ouvre la voie à des réformes qui pourraient rendre l'UE plus compétitive. Par exemple, le chancelier allemand a récemment manifesté son soutien à l'unification des marchés de capitaux de l'Union européenne. Si la mise en œuvre de réformes majeures reste difficile, la dynamique politique semble s'infléchir. En l'absence d'élections majeures en 2026 (hormis en Hongrie), la cohésion interne de l'UE prévaudra probablement. Par exemple, la Bulgarie adoptera l'euro en janvier.

Au Moyen-Orient, l'incertitude politique persistera. Les efforts visant à conclure la guerre à Gaza seront confrontés à des obstacles lorsqu'il s'agira de démilitariser le Hamas, tandis qu'une résurgence des tensions entre l'Iran et Israël est probable. La situation sera encore plus compliquée avec les élections en Israël en octobre. La situation est tout autre dans le Golfe, où les investissements dans l'IA, divers accords de sécurité et les relations étroites avec les États-Unis laissent entrevoir de meilleures perspectives.

En conclusion, les tendances géopolitiques continueront d'impacter l'économie et les marchés. Les priorités en matière de sécurité nationale sont de plus en plus étroitement liées à la valorisation des entreprises dans certains secteurs stratégiques ainsi qu'aux attentes en matière de productivité et de croissance économique. La géopolitique continuera à peser sur les finances publiques et l'inflation. Dans le contexte actuel, il est difficile pour les gouvernements de renoncer à ses dépenses en matière d'intelligence artificielle et de défense, alors que la diversification géopolitique est une question de sécurité nationale et pas seulement d'efficacité. Ce contexte continuera de profiter à l'or.

RÉDACTEURS

Directeurs de la publication



Monica Defend
Directrice d'Amundi
Investment Institute



Vincent Mortier
CIO Groupe



Philippe d'Orgeval
CIO adjoint Groupe

Éditeurs



Claudia Bertino
Responsable Amundi
Investment Insights,
Publishing et Client
Development, AII*



Laura Fiorot
Responsable
Investment
Insights & Client
Division, AII*



Swaha Pattanaik
Responsable
Publishing et Digital
Strategy, AII*

Rédacteurs

Valentine Ainouz
Responsable de la stratégie obligataire
mondiale, AII*

Alessia Berardi
Responsable Stratégie macro, ME, AII*

Jean-Baptiste Berthon
Stratégiste Cross Asset senior, AII*

Didier Borowski
Responsable de la recherche sur les
politiques macroéconomiques, AII*

Federico Cesarini
Responsable Stratégie devises des MD, AII*

Debora Delbò
Stratégiste macro ME senior, AII*

Silvia Di Silvio
Stratégiste macro Cross Asset senior, AII*

Claire Huang
Stratégiste macro ME senior, AII*

Eric Mijot
Responsable Stratégie actions monde, AII*

Paula Niall
Spécialiste Investment Insights et Client
Divisions, AII*

Lorenzo Portelli
Responsable Stratégie Cross Asset, AII*

Mahmood Pradhan
Responsable Macroéconomie, AII*

Anna Rosenberg
Responsable Géopolitique, AII*

Guy Stear
Responsable Stratégie marchés développés,
AII*

Ayush Tambi
Stratégiste Actions senior, AII*

Annalisa Usardi, CFA
Économiste senior, Responsable de la
modélisation des économies avancées, AII*

Conception et visualisation des données

Chiara Benetti
Directrice artistique numérique et conceptrice de stratégies, AII*

Vincent Flasseur, CAIA
Responsable Graphisme et visualisation des données, AII*

Éditeur adjoint

Cy Crosby Tremmel
Spécialiste Investment Insights, AII*

Équipe de direction

Dominique Carrel-Billiard
Responsable Actifs réels et alternatifs

Amaury d'Orsay
Responsable Gestion obligataire

Barry Glavin
Responsable Plateforme actions

John O'Toole
Responsable monde - CIO Solutions

Francesco Sandrini
CIO Italie et Responsable multi-asset monde

Remerciements

Nous remercions également Mickael Bellaiche, Pierre Brousse, Pol Carulla, Ujjwal Dhingra, Patryk Drozdziak, Delphine Georges, Alice Girondeau, Lauren Stagnol.

**Bénéficiez en
permanence
des dernières
données**

Consultez la version numérique
de ce document, scannez le
code avec votre smartphone ou

CLIQUEZ ICI



SCAN ME

Amundi Investment Institute



Dans un monde de plus en plus complexe et en mutation, les investisseurs ont un besoin essentiel de mieux comprendre leur environnement et l'évolution des pratiques d'investissement pour définir leur allocation d'actifs et construire leurs portefeuilles.

Cet environnement intègre les dimensions économique, financière, géopolitique, sociétale et environnementale. Pour répondre à ce besoin, Amundi a créé l'Amundi Investment Institute. Cette plateforme de recherche indépendante regroupe ses activités de recherche, de stratégie de marché, d'analyse thématique et de conseil en allocation d'actifs sous une même entité : l'Amundi Investment Institute. Son objectif est de produire et de diffuser des travaux de recherche et de réflexion qui anticipent et innovent au profit des équipes de gestion et des clients.

Consultez les dernières mises à jour :



- Géopolitique
- Économie et marchés
- Stratégie de portefeuille
- Analyses ESG
- Hypothèses du marché des capitaux
- Recherche Cross Asset
- Actifs réels et alternatifs

Retrouvez-nous sur



Visitez notre centre de recherche

Amundi

Investment Solutions

La confiance, ça se mérite

DÉFINITIONS ET ABRÉVIATIONS

Abréviations des devises : USD – dollar américain, BRL – real brésilien, JPY – yen japonais, GBP – livre sterling britannique, EUR – euro, CAD – dollar canadien, SEK – couronne suédoise, NOK – couronne norvégienne, CHF – franc suisse, NZD – dollar néo-zélandais, AUD – dollar australien, CNY – renminbi chinois, CLP – peso chilien, MXN – peso mexicain, IDR – roupie indonésienne, RUB – rouble russe, ZAR – rand sud-africain, TRY – livre turque, KRW – won sud-coréen, THB – baht thaïlandais, HUF – forint hongrois.

INFORMATIONS IMPORTANTES

Les informations de MSCI sont réservées à un usage interne, ne peuvent pas être reproduites ou diffusées sous une quelconque forme et ne peuvent pas servir de base ou de composante de tout instrument ou produit financier ni d'indice. Les informations de MSCI ne constituent en rien un conseil d'investissement ou une recommandation de prendre (ou s'abstenir de prendre) une quelconque décision d'investissement et ne sauraient être considérées comme tels. Les données historiques et les analyses ne doivent pas être considérées comme une indication ou une garantie concernant toute analyse, prévision ou prédiction de performance future. Les informations de MSCI sont indiquées en l'état et l'utilisateur assume pleinement les risques liés à toute exploitation qui en serait faite. MSCI, ses filiales et toute autre personne impliquée dans, ou liée à, la compilation ou l'élaboration de toute information de MSCI (collectivement, les « Parties MSCI ») déclinent expressément toute garantie (y compris sans limite toute garantie quant à l'origine, l'exactitude, l'exhaustivité, l'actualisation, la conformité, l'adéquation ou la valeur commerciale à toute fin donnée) relative à ces informations. Sans limiter ce qui précède, aucune Partie MSCI ne saurait en aucun cas être tenue responsable de dommages directs, indirects, spéciaux, accessoires, punitifs, consécutifs (y compris, sans s'y limiter, la perte de bénéfices) ou de tout autre dommage (www.msicibarra.com). Les Global Industry Classification Standard (GICS) SM ont été conçus par et sont la propriété exclusive et un service de Standard & Poor's et MSCI. Ni Standard & Poor's, ni MSCI ni toute autre partie impliquée dans la conception ou la compilation d'une quelconque classification GICS n'effectuent de déclaration ni n'apportent de garantie, expresse ou implicite, à l'égard de ladite norme ou classification (ou des résultats découlant de son utilisation), et toutes les parties susmentionnées réfutent expressément, par la présente, toute garantie d'originalité, d'exactitude, d'exhaustivité, de valeur marchande ou d'adéquation à une finalité particulière liée à ladite norme ou classification. Sans préjudice de ce qui précède, Standard & Poor's, MSCI, leurs sociétés affiliées ou toute autre tierce partie impliquée dans la conception ou la compilation d'une quelconque classification GICS ne sauraient en aucun cas être tenus pour responsables en cas de dommage direct ou indirect et dommages-intérêts exemplaires, spéciaux, ou de toute autre nature (y compris manque à gagner), même en étant informés de la possibilité de tels dommages.

Ce document est uniquement destiné à des fins d'information. Il ne constitue ni une offre de vente, ni une sollicitation d'offre d'achat, ni une recommandation d'un quelconque titre ou de tout autre produit ou service. Les titres, produits ou services cités en référence peuvent ne pas être enregistrés à la vente auprès de l'autorité compétente de votre juridiction et sont susceptibles de ne pas être agréés ou supervisés par une autorité gouvernementale ou similaire de votre juridiction. Les informations contenues dans le présent document sont réservées à votre usage interne, ne peuvent pas être reproduites ou rediffusées sous une quelconque forme et ne peuvent pas servir de base ou de composante d'un quelconque instrument ou produit financier ou indice. En outre, aucun élément du présent document n'est destiné à fournir un conseil fiscal, juridique ou d'investissement. Sauf indication contraire, toutes les informations figurant dans le présent document proviennent d'Amundi Asset Management S.A.S. et datent du 18 novembre 2025. La diversification ne saurait garantir un gain ou protéger contre une perte. Ce document est fourni « en l'état » et l'utilisateur de ces informations assume l'intégralité des risques liés à toute utilisation qui pourrait en être faite. Les données historiques et les analyses ne doivent pas être considérées comme une indication ou une garantie concernant toute analyse, prévision ou prédiction de performance future. Les opinions exprimées au sujet des tendances du marché et de l'économie sont celles de l'auteur et pas nécessairement d'Amundi Asset Management S.A.S. Elles sont susceptibles d'évoluer à tout moment en fonction des conditions de marché et autres, et aucune assurance ne peut être donnée quant au fait que la performance des pays, marchés ou secteurs sera telle qu'anticipée. Ces opinions ne doivent pas être utilisées comme un conseil d'investissement, une recommandation à l'égard d'un titre ou une indication de transaction pour un quelconque produit d'Amundi. Investir comporte des risques, notamment de marché, politiques, de liquidité et de change. De plus, Amundi ne saurait en aucun cas être tenue responsable de tout dommage direct, indirect, spécial, accessoire, punitif ou consécutif (y compris, à titre non exhaustif, en cas de manque à gagner) ou de tout autre dommage résultant de son utilisation. **Date de première utilisation : 19 novembre 2025.**

Document publié par Amundi Asset Management, société par actions simplifiée (SAS) au capital de 1 143 615 555 € – Société de gestion de portefeuille régie par l'AMF sous le numéro GP04000036 – Siège social : 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - www.amundi.com.

Doc ID : 5000444

Photos avec l'aimable autorisation de : Istockphoto @ GettyImages : Laurent Renault/EyeEm, Laurent Renault/EyeEm, Laurent Renault/EyeEm, Mlenny- Tobias Aceborn, Chalfy, Gang Zhou, Rudy Sulgan, Rudy Sulgan, Lonely Planet, Nasmah Muntaha.

Icônes de TheNounProject